

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et du Loir-et-Cher  
49 bis Rue Laplace

Blois, le

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 25/08/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **CLMTP SARL**

Zone Artisanale de la Fouquerie  
7 rue de la Fouquerie  
72300 SOLESMES

Références : 2022 – 962  
Code AIOT : 0010011865

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/08/2022 dans l'établissement CLMTP SARL implanté Lieu-dit Les Alcools 41130 GIEVRES. L'inspection a été annoncée le 21/06/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CLMTP SARL
- Lieu-dit Les Alcools 41130 GIEVRES
- Code AIOT : 0010011865
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

La société CLMTP exploite une plateforme de regroupement, tri et broyage de déchets ferroviaires constituant des déchets dangereux (traverses de bois usées) et non dangereux (rails, ballast) en vue de leur valorisation ainsi que des bâtiments d'entretien et de maintenance de matériels ferroviaires sur la commune de GIEVRES.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Point sur la mise en service des installations
- Suite de la visite d'inspection du 22/09/2021
- Respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 29/06/2021
- Respect des prescriptions des arrêtés préfectoraux du 11/08/2017 et du 01/03/2022

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
7	Suites visite du 22/09/2021 NC5	Arrêté Préfectoral du 11/08/2017, article 7.3.1.1.1	Arrêté préfectoral de mise en demeure du 29/06/2021	Lettre de suite préfectorale	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Suites visite du 22/09/2021 NC1	Arrêté Préfectoral du 11/08/2017, article 4.1.3.2	Visite du 22/09/2021 NC1	Sans objet
8	Suites visite du 22/09/2021 D1	Arrêté Préfectoral du 11/08/2017, article 4.1.1	Visite du 22/09/2021 D1	Sans objet
9	Suites visite du 22/09/2021 D2	Arrêté Préfectoral du 11/08/2017, article 7.2.1	Visite du 22/09/2021 D2	Sans objet
10	Suites visite du 22/09/2021 D3	Arrêté Préfectoral du 11/08/2017, article 4.2.2	Visite du 22/09/2021 D3	Sans objet
11	Ressource en eau et en mousse	Arrêté Préfectoral du 11/08/2017, article 7.7.4	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Nature des installations	Arrêté Préfectoral du 01/03/2022, article 1	/	Sans objet
3	Localisation des points de rejet	Arrêté Préfectoral du 11/08/2017, article 4.3.5	/	Sans objet
5	Suites visite du 22/09/2021 NC3	Arrêté Préfectoral du 11/08/2017, article 7.7.4	Visite du 22/09/2021 NC3	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les ateliers ne sont pas encore dotés d'un système de désenfumage. L'échéance de l'arrêté préfectoral de mise en demeure fixée au 31/12/2021 est dépassée. Néanmoins les travaux sont programmés pour le 12 septembre 2022 au vu des justificatifs présentés par l'exploitant.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Nature des installations

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/03/2022, article 1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Rubriques de la nomenclature
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> 2513-1 autorisation 2718-1 autorisation 2790-2 autorisation 2791-1 autorisation 3510 autorisation 3550 autorisation 1435-1 déclaration avec contrôle périodique 2716-2 déclaration avec contrôle périodique 2930-1.b déclaration avec contrôle périodique 2930-2.b déclaration avec contrôle périodique 2515-1.b déclaration
<b>Constats :</b> Les installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2718-1, 2790-2, 2791-1, 3510 et 3550 seront mises en service au cours de l'année 2023 selon l'exploitant.
<b>Observations :</b> L'exploitant a indiqué que les installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2718-1, 2790-2, 2791-1, 3510 et 3550 seront mises en service au cours de l'année 2023. Les plate-formes liées à ces installations seront implantées en 2023.  Les ateliers de maintenance des engins et le stockage des rails sont en service.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Localisation des points de rejet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/08/2017, article 4.3.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Point de rejet n°2
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> - Point de rejet n° 2 : Eaux pluviales de ruissellement provenant de la plateforme de stockage de matériaux et déchets (effluent 2 de l'article 4.3.1 du présent arrêté) et eaux pluviales de ruissellement issues de la toiture du hangar de broyage et de stockage de broyats (effluent 3 de l'article 4.3.1 du présent arrêté) et Eaux de ruissellement issues du dispositif d'abattage des poussières. Traitement approprié pour respecter les VLE imposées à l'article 4.3.9.1 Fossé d'infiltration Zone de prélèvement en sortie de station, en amont du regroupement avec le rejet 3 et du rejet dans le bassin de récupération « aval ».
<b>Constats :</b> Les installations et leurs plateforme associées dont les rejets doivent être dirigées vers le point de rejet n°2 ne sont pas encore implantées.
<b>Observations :</b> L'inspection a pu constater que le bassin de rétention est implanté. La station de traitement est en cours de finalisation et elle sera opérationnelle fin septembre selon l'exploitant. Les installations et leurs plateforme associées dont les rejets doivent être dirigées vers le point de rejet n°2 ne sont pas encore implantées. Elle devraient l'être au cours de l'année 2023.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 4 : Suites visite du 22/09/2021 NC1

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/08/2017, article 4.1.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prélèvement en nappe par forage. Puits du site.
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Visite du 22/09/2021 NC1
<b>Prescription contrôlée :</b> Les trois puits présents sur le site ne doivent être utilisés uniquement que pour la surveillance de la qualité des eaux souterraines. Leur utilisation comme source d'approvisionnement d'eau est interdite. Les installations des trois puits seront munies d'un dispositif de mesure totalisateur de type volumétrique, permettant de vérifier cette prescription.
<b>Constats :</b> Le puits situé au centre du site n'est pas équipé d'un compteur volumétrique accessible.
<b>Observations :</b> Lors de la visite d'inspection du 22/09/2021, il a été constaté que deux puits du site sur les trois présents, n'étaient pas équipés de compteurs volumétriques accessibles. L'exploitant a répondu par courriel du 18/11/2021 : en indiquant que les compteurs sont existants et sont situés hors zone de gel à une profondeur entre -15 et -25 mètres et que des reports de comptage accessibles à pieds d'œuvre allaient être installés fin 2021. L'inspection a pu constater qu'un report de comptage a été installé dans le puits "concierge" mais que celui qui devait être installé dans le puits situé au centre du site ne l'ai pas encore.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 5 : Suites visite du 22/09/2021 NC3**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/08/2017, article 7.7.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Ressource en eau et en mousse.
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Visite du 22/09/2021 NC3
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Un réseau fixe d'eau incendie protégé contre le gel ; ce réseau est au minimum constitué par des canalisations en fonte et PVC de diamètres 125, 250 et 300 mm . Ce réseau comprend au moins deux pompes incendie capables de fournir aux lances et autres équipements un débit total simultané de 60 m³/h avec une pression en sortie de 1 bar minimum et 25 poteaux incendie répartis sur l'ensemble du site et protégés contre le gel ;</li> </ul>
<b>Constats :</b> Conforme. Le poteau qui avait été arraché a été remplacé par l'exploitant.
<b>Observations :</b> L'inspection avait constaté lors de la visite du 22/09/2022 qu'un poteau incendie avait été arraché. Le poteau a été remplacé.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 7 : Suites visite du 22/09/2021 NC5**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/08/2017, article 7.3.1.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Désenfumage des ateliers de maintenance.
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Visite du 22/09/2021 NC5
<b>Prescription contrôlée :</b> Les locaux doivent être équipés en partie haute de dispositifs permettant l'évacuation des fumées, gaz de combustion et chaleur dégagés en cas d'incendie (lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre dispositif équivalent). Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Le système de désenfumage est adapté aux risques particuliers de l'installation.
<b>Constats :</b> Les ateliers ne sont pas équipés en partie haute de dispositifs permettant l'évacuation des fumées, gaz de combustion et chaleur dégagés en cas d'incendie.
<b>Observations :</b> L'exploitant a transmis à l'inspection par courriel du 27/07/2022 le bon de commande daté du 29/06/2022 à la société SMD 45 correspondant aux travaux de mise en conformité (164400 €). L'inspection a pu constater lors de la visite du 25/08/2022 que le système de désenfumage n'a toujours pas été installé. L'exploitant a transmis à l'inspection un courriel du 10/08/2022 de la société SMD 45 relatif à la mise en place du système de désenfumage prévu le 12 septembre (durée des travaux environ 15 jours selon l'exploitant).
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 30 jours

N° 8 : Suites visite du 22/09/2021 D1

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/08/2017, article 4.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Origine des approvisionnement en eau.
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Visite du 22/09/2021 D1
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations, le remplacement du matériel, pour limiter la consommation d'eau de l'établissement.
<b>Constats :</b> La valeur de 237/238 indiquée sur le report du compteur du puits "concierge" n'est pas justifiée.
<b>Observations :</b> L'inspection a pu constater que sur le report de compteur du puits concierge il est indiqué une valeur 237/238 sans unité. L'unité doit être précisée.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

N° 9 : Suites visite du 22/09/2021 D2

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/08/2017, article 7.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Etat des stocks de déchets et de produits dangereux.
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Visite du 22/09/2021 D2
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature (notamment phrases de risques ou mentions de danger), leur classement dans la nomenclature des installations classées, et la quantité des déchets et des substances et mélanges dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> L'état des stocks complété n'a pu être présenté.
<b>Observations :</b> L'exploitant a indiqué que l'état des stocks avait été complété avec les mentions de dangers des déchets et des produits utilisé sans toutefois pouvoir le présenter lors de la visite.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 10 : Suites visite du 22/09/2021 D3**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/08/2017, article 4.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan des réseaux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Visite du 22/09/2021 D3
<b>Prescription contrôlée :</b> Un schéma de tous les réseaux d'eau et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître : <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,</li> <li>• les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...)</li> <li>• les secteurs collectés et les réseaux associés</li> <li>• les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...)</li> <li>• les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).</li> </ul>
<b>Constats :</b> Le plan de réseau actualisé n'a pas pu être présenté.
<b>Observations :</b> L'exploitant a indiqué que le plan de réseau sera actualisé quand tous les travaux relatifs à l'implantation des différentes plateformes de stockages et de broyage seront terminés.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 11 : Ressource en eau et en mousse**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/08/2017, article 7.7.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Réserves incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Une réserve d'eau de 5 000 m<sup>3</sup> minimum au sud-est du site, avec pomperie pour alimentation du réseau de poteaux ;</li> <li>• Une réserve d'eau de 2 000 m<sup>3</sup> minimum au nord-ouest du site, avec pomperie pour alimentation du réseau de poteaux ;</li> </ul>
<b>Constats :</b> L'exploitant n'a pas pu justifier que les volumes disponibles des deux réserves sont toujours assurés au vu du niveau très bas de l'eau.
<b>Observations :</b> L'inspection a pu constater que la réserve incendie de 5000 m3 a un niveau très bas (90 cm environ) et celui de la réserve de 2000 m3 est d'environ 1,10 m. L'exploitant doit justifier que les volumes disponibles des deux réserves sont toujours assurés au vu du niveau très bas de l'eau.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet